

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1760

16 juillet 2015

SOMMAIRE

25 Capitol S.A.	84441	Maurer Einrichtungen S. à r.l.	84480
2PM Investment Sicav	84439	Merita S.à r.l.	84459
2PM Investment Sicav	84441	Samsonite International S.A.	84442
3W Power S.A.	84441	Santana S.A. SPF	84458
Aguila PAI S.à r.l.	84440	SimplyCit S.A.	84445
Alcentra Global Special Situations Luxem- bourg S.à r.l.	84440	Valauchan Caisse Auchan Italie S.C.A.	84440
Almira Holdings	84438	Vathenau S.A.	84437
Balansys	84468	Vaulux International SPF S.A.	84437
BOP (Leadenhall) S.à r.l.	84434	Verizon International Luxembourg S.à r.l. ..	84437
Broker Invest S.A.	84435	Vermögensberatung & Immobiliengesellschaft G.m.b.H.	84441
Buzzr S.A.	84434	Viento 1	84436
Capital United S.à r.l.	84435	VIS Finance SA	84436
Cartonnerie de Lintgen, Anciens Etablis- sements Jean FABER	84434	VPK Finance S.A.	84436
Centre Street Holding S.à r.l.	84434	Wamos S.à r.l.	84435
C.O.S. - Collaboration Online Systems S.à r.l.	84434	West Indies Invest S.A.	84438
Crèche Les Petits Loups, S.à.r.l.	84435	Whitehall Street International Repia Fund 2005, S.à r.l.	84438
Flora Park S.à r.l.	84467	Wilisaank SA	84439
German Holdings VIII S.à r.l.	84449	Winslim S.à r.l.	84437
ILU	84435	Xenia Trade S.A.	84439
Lintgen S.C.I.	84480	XLNT S.A.	84439
Mahle Manufacturing Management Sàrl	84459	Yukon Luxco S.à r.l.	84440
		ZICO s.à.r.l.	84436

C.O.S. - Collaboration Online Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6750 Grevenmacher, 11, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 169.390.

Der Jahresabschluss 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015074393/9.
(150085499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Buzzr S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 181.126.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 mai 2015. Signature.
Référence de publication: 2015076614/10.
(150088297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

BOP (Leadenhall) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 14.457.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 159.525.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 mai 2015.
Référence de publication: 2015076605/10.
(150087984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Cartonnerie de Lintgen, Anciens Etablissements Jean FABER, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7452 Lintgen, 27, rue Kasselt.
R.C.S. Luxembourg B 10.738.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Faber Robert
Le gérant
Référence de publication: 2015076618/11.
(150088425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Centre Street Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 189.063.

EXTRAIT

Par décision en date du 19 mai 2015, le Conseil de Gérance de la société a décidé de transférer le siège social de L-1940 Luxembourg, 296-298 route de Longwy à L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl, avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2015.
Par conséquent, les adresses professionnelles de Messieurs Jean-Claude LUCIUS et Jean-Philippe MERSY, gérants de classe B de la société, seront dorénavant à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Howald. Signature.
Référence de publication: 2015076619/14.
(150087492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Broker Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 71.854.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015076609/9.

(150088399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Crèche Les Petits Loups, S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 103.230.

Les comptes annuels au 31.08.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Françoise Marx / Martine Muller.

Référence de publication: 2015076637/10.

(150088171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

ILU, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 106.033.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ILU

Référence de publication: 2015076977/10.

(150087706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Capital United S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 172.206.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Hursuline MATOS DA SILVA

Gérant

Référence de publication: 2015076647/12.

(150087498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Wamos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 190.550.

Extrait des résolutions prises par le gérant unique de la société en date du 18 mars 2015

Le Gérant unique décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet au 16/03/2015.

Luxembourg, le 18 mars 2015.

Signature

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015077482/13.

(150087516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

VPK Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 169.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VPK FINANCE S.A.

Référence de publication: 2015077472/10.

(150087704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

ZICO s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8399 Windhof, 20, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 146.300.

Selon l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 1^{er} avril 2015,

Madame Maria SEQUEIRA CANTADOR démissionne de son poste de gérante technique.

Madame Mariette DE SOUSA DOS SANTOS, née à Differdange le 2 mars 1974, demeurant à L-8399 Windhof, 40, rue d'Arlon, a été nommée au poste de gérante technique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015077500/13.

(150087850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

VIS Finance SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 166.336.

- Mons. Kailash Ramassur, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mme. Marion Fritz, avec effet au 22 mai 2015.

- Le nouveau mandat de Mons. Kailash Ramassur prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015077470/15.

(150087727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Viento 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 178.466.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 22 mai 2015

1. Monsieur Hiroyuki Rex SATO a démissionné de son mandat de gérante de la catégorie a.

2. Monsieur Andrew REID, administrateur de sociétés, né à Glasgow (Royaume-Uni), le 16 mai 1972, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal, a été nommé comme gérant de la catégorie A pour une durée indéterminée avec effet au 22 mai 2015.

Luxembourg, le 26 mai 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Viento 1 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015077458/16.

(150088722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Vathenau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 193.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015077464/9.
(150087502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Winslim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 170.764.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 mai 2015.
Un mandataire
Référence de publication: 2015077488/11.
(150088672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Verizon International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 326.965.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 133.208.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2013 de sa société mère, Verizon Communications Inc. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 mai 2015.
Référence de publication: 2015077457/12.
(150087933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Vaulux International SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 65.828.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg le 19/05/2015

- 1) L'assemblée décide de ne pas renouveler le mandat d'administrateur et d'administrateur-délégué de M. Raymond Goebel.
- 2) L'assemblée accepte la démission de Mme Johana Bodart en qualité d'administrateur.
- 3) L'assemblée décide de renouveler le mandat de l'administrateur M. Joseph Treis. La durée de son mandat expirera lors l'assemblée générale statuant sur les comptes au 31/12/2016.
- 4) L'assemblée décide de nommer M. Patrick Goebel, demeurant 33 rue Charles Arendt, L-1134 Luxembourg en tant qu'administrateur avec un pouvoir de signature conjointe. La durée de son mandat expirera lors l'assemblée générale statuant sur les comptes au 31/12/2016.
- 5) L'assemblée décide de nommer Mme Caroline Wagener, demeurant professionnellement 57, Avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg en tant qu'administrateur avec un pouvoir de signature conjointe. La durée de son mandat expirera lors l'assemblée générale statuant sur les comptes au 31/12/2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour VAULUX INTERNATIONAL SPF SA

Référence de publication: 2015077465/22.

(150087642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Whitehall Street International Repia Fund 2005, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.271.700,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 107.557.

Il est porté à la connaissance des tiers, que Dominique Le Gal a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet rétroactif au 3 avril 2015.

Il est porté à la connaissance des tiers, que Yvanna Essomba, née à Paris, France, le 28 mai 1982, et ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, a été nommée en qualité de gérant de la Société avec effet rétroactif au 3 avril 2015.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 3 avril 2015, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, gérant
- Yvanna ESSOMBA, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015077485/17.

(150087510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

West Indies Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 153.960.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 5 mai 2015 au siège social

Résolution:

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle à l'adresse suivante avec effet au 20 mars 2015:

44, Avenue JF Kennedy
L-1855 Luxembourg

Par ailleurs, le Conseil d'Administration informe que l'adresse d'un administrateur a également changé avec effet au 20 mars 2015:

PACBO Europe Administration et Conseil, 44 Avenue JF Kennedy L-1855 Luxembourg, représentée par M. Patrice Crochet, 44 Avenue JF Kennedy L-1855 Luxembourg.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015077484/18.

(150087457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Almira Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.785.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 1^{er} septembre 2014, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- René Beltjens, administrateur de classe A, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg
- Pavlo Dyachenko, administrateur de classe B, avec adresse au 65, Stepanenko street, Gadyach, Poltavskiy, Ukraine pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

2. Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015077562/19.

(150088916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Xenia Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4344 Esch-sur-Alzette, 39, rue Saint Vincent.
R.C.S. Luxembourg B 77.319.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015077489/9.
(150088593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

2PM Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 152.774.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 mai 2015.
Pour 2PM INVESTMENT SICAV
Banque Degroof Luxembourg S.A.
Agent Domiciliaire
Référence de publication: 2015077501/13.
(150088558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

XLNT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 67.431.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mai 2015.
Pour: XLNT S.A.
Société anonyme
Experta Luxembourg
Société anonyme
Référence de publication: 2015077492/14.
(150087643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Wilisaank SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 57.682.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 20 mars 2015
Résolutions:

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, avec effet immédiat.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration informe que les adresses des administrateurs ont également changé avec effet immédiat:

JALYNE S.A., 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par Jacques BONNIER, 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour copie conforme
K. LOZIE / JALYNE S.A.
Président / Administrateur

Référence de publication: 2015077486/18.

(150088475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Valauchan Caisse Auchan Italie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 115.266.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015077460/9.
(150087449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Yukon Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 161.636.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Yukon Luxco S.à r.l.
Un mandataire*

Référence de publication: 2015077494/11.
(150087266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Aguila PAI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 157.656.

En date du 23 mars 2015, et avec effet immédiat, Benoît Chéron, avec adresse professionnelle au 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la société Aguila PAI S.à r.l., avec siège social 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B157656

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 mai 2015.

*Alter Domus Luxembourg S.à r.l.
Mandaté par le démissionnaire*

Référence de publication: 2015077554/14.
(150088922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Alcentra Global Special Situations Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 141.163.

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 20 février 2015

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- M. Frits Carlsen a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de la Société avec effet au 20 février 2015.
- Nomination de M. Grenville Carr-Jones, résidant professionnellement au 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, né le 26 janvier 1947 à Liverpool, Royaume-Uni en qualité de gérant avec effet au 20 février 2015 et pour une période de temps illimité.

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme il suit:

- M. Sanjeev Jewootah, Gérant
- Mme Kathryn O'Sullivan, Gérant
- M. Yves Cheret, Gérant
- M. Grenville Carr-Jones, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015077556/20.

(150089213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Vermögensberatung & Immobiliengesellschaft G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 141.132.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015077466/9.
(150088148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

25 Capitol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 8, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 162.121.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015077503/10.

(150087115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

3W Power S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 837.037,03.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 153.423.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
3W POWER S.A.
Signature

Référence de publication: 2015077506/13.

(150087957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

2PM Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 152.774.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 21 avril 2015

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire les administrateurs suivants pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016:

- Monsieur John Pauly,
- Monsieur Luc Paindavoine,
- Monsieur Jean-Luc Neyens,
- Monsieur Rony Gyselincq,
- Monsieur Louis Legrand.

2. de réélire KPMG Luxembourg Société Coopérative., en qualité de Réviseur d'Entreprises, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Luxembourg, le 26 mai 2015.

Pour 2PM INVESTMENT SICAV
BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.
Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015077502/22.

(150088559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Samsonite International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 159.469.

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of May.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Ms. Carmen André, Lawyer, residing professionally in Luxembourg, acting as the representative of Samsonite International S.A., a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 159469 (the “Company”), further to the resolutions of the board of directors of the Company adopted on 8 January 2013 and 7 January 2014 (the “Board Resolutions”).

A copy of the Board Resolutions and a copy of the declaration adopted on 5 May 2015 by Mr. John Livingston, duly authorized by virtue of the Board Resolutions (the “Delegate’s Declaration”), initialed *ne varietur* by the appearing person and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to state the following declarations:

1. The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 8 March 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 987, page 47.332 on 12 May 2011, as rectified pursuant to a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 22 March 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1079, page 51.773 on 23 May 2011. The Company’s articles of incorporation have been amended for the last time on 16 April 2015 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2. Pursuant to article 4.1 of the articles of association of the Company (the “Articles”), the Company’s subscribed share capital is set at fourteen million ninety-five thousand one hundred and forty United States Dollars fifty-nine Cents (USD 14,095,140.59) represented by one billion four hundred and nine million five hundred fourteen thousand fifty-nine (1,409,514,059) shares with a par value of United States Dollar one Cent (USD 0.01) each.

3. Pursuant to article 4.2 of the Articles, the Company’s authorised share capital is set, including the subscribed share capital, at one billion twelve million eight hundred thousand three hundred sixty-nine United States Dollars ninety-nine Cents (USD 1,012,800,369.99) represented by one hundred and one billion two hundred eighty million thirty-six thousand nine hundred ninety-nine (101,280,036,999) shares with a par value of United States Dollar one Cent (USD 0.01) each.

4. According to the Board Resolutions, the board of directors of the Company decided to increase, in one or several sequences, the share capital of the Company, within the limits of the authorized share capital in accordance with article 4.2 of the Articles, by an amount of up to two hundred seventy-seven thousand nine hundred eighty-four United States Dollars twenty-six Cents (USD 277,984.26) so as to bring it up to fourteen million three hundred forty-nine thousand three hundred fifty-four United States Dollars thirty Cents (USD 14,349,354.30) through the issue of up to twenty-seven million seven hundred ninety-eight thousand four hundred twenty-six (27,798,426) new shares having a nominal value of United States Dollar one Cent (USD 0.01) each (together referred to as the “New Shares”), and having the same rights and obligations as the existing shares, without reserving a preferential subscription right to the existing shareholders of the Company.

5. Pursuant to the Board Resolutions and in accordance with article 4.9 of the Articles, Mr. John Livingston, as delegate of the Company (the “Delegate”), acting individually, is authorised (i) to receive all the subscriptions for the issue, in one or several sequences, of the New Shares, (ii) to verify the payment in full of the subscription price, (iii) to settle the issue, in one or several sequences, of the New Shares upon exercise by the participants of the options granted to them by the Company pursuant to the share award scheme adopted by the Company’s shareholders on 14 September 2012, and (iv) to deliver a confirmation that the New Shares are issued and to do all and anything in connection with the issue of the New Shares.

6. The Board Resolutions further provide that the date of issue of the New Shares shall be conclusively determined by the Delegate, upon subscription, in one or several sequences, of the New Shares and the confirmation on the availability of the subscription funds in favor of the Company.

7. Pursuant to the Delegate’s Declaration, the Delegate states and confirms that:

The Company has received the subscriptions for the issue of one hundred forty-four thousand six hundred thirty-four (144,634) New Shares, which have all been fully paid up in cash, as follows:

Issuance Date	Number of shares issued	Subscription Price (HKD) HKD 17.36 / share issued	Exchange rate as published on the website of the OANDA Corporation (www.oanda.com) on the issuance date	Subscription Price (USD)	Subscription price allocated to the subscribed share capital of the Company (USD)	Subscription price allocated to the share premium account of the Company (USD)
16/04/2015	18,182	HKD 315,639.52	HKD 1=USD 0.12900	USD 40,717.50	USD 181.82	USD 40,535.68
21/04/2015	41,028	HKD 712,246.08	HKD 1=USD 0.12903	USD 91,901.11	USD 410.28	USD 91,490.83
24/04/2015	72,996	HKD 1,267,210.56	HKD 1=USD 0.12903	USD 163,508.18	USD 729.96	USD 162,778.22
Issuance Date	Number of shares issued	Subscription Price (HKD) HKD 23.30 / share issued	Exchange rate as published on the website of the OANDA Corporation (www.oanda.com) on the issuance date	Subscription Price (USD)	Subscription price allocated to the subscribed share capital of the Company (USD)	Subscription price allocated to the share premium account of the Company (USD)
22/04/2015	12,428	HKD 289,572.40	HKD 1=USD 0.12903	USD 37,363.53	USD 124.28	USD 37,239.25

As a consequence of the above, the aggregate subscription price of one hundred forty-four thousand six hundred thirty-four (144,634) New Shares amounting to three hundred thirty-three thousand four hundred ninety United States Dollars thirty-two Cents (USD 333,490.32) shall be allocated as follows:

- One thousand four hundred forty-six United States Dollars thirtyfour Cents (USD 1,446.34) shall be allocated to the subscribed share capital of the Company; and
- Three hundred thirty-two thousand forty-three United States Dollars ninety-eight Cents (USD 332,043.98) shall be allocated to the share premium account of the Company.

The justifying documents of the subscriptions and of the payment have been produced to the notary, who expressly acknowledges it.

8. As a consequence of the abovementioned increase of the Company's share capital, article 4.1 the Articles of the Company shall be amended and shall be read as follows:

“ 4.1. The subscribed share capital of the Company is set at fourteen million ninety-six thousand five hundred eighty-six United States Dollars ninety-three Cents (USD 14,096,586.93) represented by one billion four hundred and nine million six hundred fifty-eight thousand six hundred ninety-three (1,409,658,693) Shares with a par value of United States Dollar one Cent (USD 0.01) each.”

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 2,500.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date stated at the beginning of this deed.

After reading and interpretation to the appearing person, known to the notary by her first and surname, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le septième jour de mai.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

A comparu:

Melle Carmen André, Juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, agissant en sa qualité de représentant de Samsonite International S.A., une société anonyme, constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159469 (la «Société»), en vertu des résolutions du conseil d'administration de la Société adoptées en date du 8 janvier 2013 et du 7 janvier 2014 (les «Résolutions du Conseil»).

Une copie des Résolutions du Conseil et une copie de la déclaration adoptée en date du 5 mai 2015 par Monsieur John Livingston, dûment autorisé en vertu des Résolutions du Conseil (la «Déclaration du Délégué») après avoir été paraphées ne varietur par la comparante et le notaire, resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, agissant en sa capacité mentionnée ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'arrêter les déclarations suivantes:

1) La Société a été constituée par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 8 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du numéro 987, pages 47.332 le 12 mai 2011, tels que rectifiés suivant un acte notarié de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, daté du 22 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1079, page 51.773, le 23 mai 2011. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 16 avril 2015 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2) En vertu de l'article 4.1 des statuts de la Société (les «Statuts»), le capital social souscrit de la Société est fixé à quatorze millions quatre-vingt-quinze mille cent quarante Dollars Américains cinquante-neuf Centimes (USD 14.095.140,59) représenté par un milliard quatre cent neuf millions cinq cent quatorze mille cinquante-neuf (1.409.514.059) actions ayant une valeur nominale de un Centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune.

3) En vertu de l'article 4.2 des Statuts, le capital social autorisé de la Société est fixé, incluant le capital social souscrit, à un milliard douze millions huit cent mille trois cent soixante-neuf Dollars Américains quatre-vingt-dix-neuf Centimes (USD 1.012.800.369,99), représenté par cent un milliards deux cent quatre-vingt millions trente-six mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf (101.280.036.999) actions ayant une valeur nominale de un Centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune.

4) Par les Résolutions du Conseil, le conseil d'administration de la Société a décidé d'augmenter, en une ou plusieurs tranches, le capital social de la Société, dans les limites du capital social autorisé conformément à l'article 4.2 des Statuts, d'un montant de deux cent soixante-dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-quatre Dollars Américains vingt-six Centimes (USD 277.984,26) de façon à l'accroître jusqu'à quatorze millions trois cent quarante-neuf mille trois cent cinquante-quatre Dollars Américains trente Centimes (USD 14.349.354,30) par l'émission de vingt-sept millions sept cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent vingt-six (27.798.426) nouvelles actions ayant une valeur nominale de un Centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune (ensemble les «Nouvelles Actions»), ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, sans réserver un droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants de la Société.

5) En vertu des Résolutions du Conseil et conformément à l'article 4.9 des Statuts, Mr. John Livingston, agissant en qualité de délégué de la Société (le «Délégué»), agissant individuellement est autorisé (i) à recevoir toutes les souscriptions pour l'émission, en une ou plusieurs tranches, des Nouvelles Actions, (ii) à vérifier la paiement intégral du prix de souscription, (iii) à effectuer l'émission, en une ou plusieurs tranches, des Nouvelles Actions dès exercice par les participants des options accordées par la Société suivant le règlement d'attribution des actions adopté par les actionnaires de la Société le 14 septembre 2012 et (iv) à délivrer une confirmation que les Nouvelles Actions ont été émises et effectuer tout acte en relation avec l'émission des Nouvelles Actions.

6) Les Résolutions du Conseil précisent en outre que la date d'émission des Nouvelles Actions doit être définitivement fixée par le Délégué, lors de la souscription, en une ou plusieurs tranches, des Nouvelles Actions et de la confirmation de la disponibilité des fonds de souscription en faveur de la Société.

7) Sur base de la Déclaration du Délégué, le Délégué déclare et confirme que:

La Société a reçu les souscriptions pour l'émission de cent quarante-quatre mille six cent trente-quatre (144.634) Nouvelles Actions, qui ont toutes été entièrement libérées en numéraire, comme suit:

Date d'Emission	Nombre d'actions émises	Prix de Souscription (HKD) HKD 17,36 / action émise	Taux de change tel que publié sur le site de OANDA Corporation (www.oanda.com) au jour de la date d'émission	Prix de Souscription (USD)	Prix de souscription alloué au capital social souscrit de la Société (USD)	Prix de souscription alloué au compte prime d'émission de la Société (USD)
16/04/2015	18.182	HKD 315.639,52	HKD 1= USD 0,12900	USD 40.717,50	USD 181,82	USD 40.535,68
21/04/2015	41.028	HKD 712.246,08	HKD 1= USD 0,12903	USD 91.901,11	USD 410,28	USD 91.490,83
24/04/2015	72.996	HKD 1.267.210,56	HKD 1= USD 0,12903	USD 163.508,18	USD 729,96	USD 162.778,22
Date d'Emission	Nombre d'actions émises	Prix de Souscription (HKD) HKD 23,30 / action émise	Taux de change tel que publié sur le site de OANDA Corporation (www.oanda.com) au jour de la date d'émission	Prix de Souscription (USD)	Prix de souscription alloué au capital social souscrit de la Société (USD)	Prix de souscription alloué au compte prime d'émission de la Société (USD)
22/04/2015	12.428	HKD 289.572,40	HKD 1= USD 0,12903	USD 37.363,53	USD 124,28	USD 37.239,25

En conséquence de ce qui précède, la somme totale des souscriptions de cent quarante-quatre mille six cent trente-quatre (144.634) Nouvelles Actions s'élevant à trois cent trente-trois mille quatre cent quatre-vingt-dix Dollars Américains trente-deux Centimes (USD 333.490,32) est alloué comme suit:

- Mille quatre cent quarante-six Dollars Américains trente-quatre Centimes (USD 1.446,34) est alloué au capital social souscrit de la Société; et

- Trois cent trente-deux mille quarante-trois Dollars Américains quatre-vingt-dix-huit Centimes (USD 332.043,98) est alloué au compte prime d'émission de la Société.

Les documents justificatifs des souscriptions et de la libération ont été présentés au notaire soussigné, qui le constate expressément.

8) En conséquence de l'augmentation du capital social de la Société susmentionnée, l'article 4.1 des Statuts de la Société doit être modifié et doit être lu désormais comme suit:

« **4.1.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à quatorze millions quatre-vingt-seize mille cinq cent quatre-vingt-six Dollars Américains quatre-vingt-treize Centimes (USD 14.096.586,93) représenté par un milliard quatre cent neuf millions six cent cinquante-huit mille six cent quatre-vingt-treize (1.409.658.693) Actions d'une valeur nominale de un Centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de quelque nature qu'ils soient, incombant à la Société à raison du présent acte, sont estimés à EUR 2.500.-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la même date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ladite comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. ANDRÉ et H. HELINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 11 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14636. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015074851/196.

(150085402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

SimplyCit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1477 Luxembourg, 28, rue de Etats-Unis.

R.C.S. Luxembourg B 196.910.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le quatre mai.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Jean-Marc BOUEYRIE, administrateur de société, né à Charleville-Mézières le 25 janvier 1954, demeurant à 11, Avenue de la Gare, à B-6720 Habay-la-Neuve, Belgique.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. Dénomination, siège social, objet, durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de «SimplyCIT S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la commercialisation de solutions en informatique, en management, en organisation aux entreprises, avec tous les moyens techniques actuels et à venir, et ce sous toutes ces formes.

Elle aura pour objet:

- La commercialisation, l'achat, la vente, la location, la distribution et la réalisation de logiciels informatiques et de leurs procédures commerciales. L'acquisition, l'octroi et l'exploitation de toute licence, brevet et information technique.

- La commercialisation, l'achat, la vente, la location et la distribution, la réparation de matériel informatique, électronique, de communication et téléphonique, de système de traitement de données.

- La fourniture de prestations de conseil et de services pour l'analyse, la conception d'architecture, la mise en place, le déploiement et l'exploitation de système d'information.

- Le conseil en gestion et en organisation donné aux entreprises.

- L'expertise et la formation dans le cadre des activités susmentionnées.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements et garanties.

La société peut prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises, sociétés ou affaires ayant un objet identique ou similaire ou en relation avec l'objet de la société ou utile à sa réalisation ou sa croissance.

La société peut faire toutes opérations commerciales, financières ou civiles, mobilières ou immobilières, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet ou qui sont de nature à en faciliter sa réalisation ou sa croissance.

Titre II. Capital, actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE ET DEUX MILLE EUROS (32.000.- EUR) représenté par CENT (100) actions d'une valeur nominale de TROIS CENT VINGT EUROS (320.- EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

Si les actions sont nominatives, il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente neuf de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le dit registre.

Si les actions sont au porteur, ces actions au porteur devront être immobilisées auprès d'un dépositaire désigné par le conseil d'administration conformément à l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Le conseil d'administration informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement le concernant dans le délai de 30 jours ouvrables. Les actes de nomination ou changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11bis §1^{er}, 3), d) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès de dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription sur le registre des actions au porteur. A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut être lui délivré par le dépositaire constatant toutes les inscriptions le concernant qui lui sera remis endéans jours.

Toute cession entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre cédant et cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard de dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

Les actions au porteur ne se trouvant pas en dépôt ou n'étant pas valablement inscrites dans le registre des actions au porteur, verront leurs droits suspendus.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Toutefois, le premier administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le 1^{er} mercredi du mois de juin à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant prénommé déclare souscrire à la totalité des cent (100) actions.

Toutes les actions ont été intégralement libérées, de sorte que la somme de TRENTE ET DEUX MILLE EUROS (32.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ EUR 1.300.-.

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré qualifié, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un et celui des commissaires à un.

2. Est nommé administrateur:

Monsieur Jean-Marc BOUEYRIE, administrateur de société, né à Charleville-Mézières le 25 janvier 1954, demeurant à 11, Avenue de la Gare à B-6720 Habay-la-Neuve, Belgique.

3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

ACOGEST S.à r.l., une société ayant son siège à L-8080 Bertrange, 74, route de Longwy, R.C.S. Luxembourg B 84.369.

4. Le mandat de l'administrateur et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2020.

5. Le siège social de la société est fixé à L-1477 Luxembourg, 28, rue des Etats-Unis.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une ou des autorisations d'établissement en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-M. BOUEYRIE, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 06 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14070. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015074832/209.

(150085496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

German Holdings VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 196.901.

STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FIFTEEN,

ON THE FOURTH DAY OF THE MONTH OF MAY.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

(1) Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII-NQ L.P., an exempted limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands under number MC-81634;

(2) Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.F-NQ L.P., an exempted limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands under number MC-81607;

(3) Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.TE.1-NQ L.P., an exempted limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands under number MC-81612; and

(4) Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.TE.2-NQ L.P., an exempted limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands under number MC-81613;

represented by Maître Flora Verrecchia, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 30 April 2015 which proxy shall be registered together with the present deed.

The appearing parties, represented as above stated, have requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company German Holdings VIII S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “German Holdings VIII S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its own shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect

any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the appearing parties have subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscribers	Number of shares	Subscription price (EUR)
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII-NQ L.P.	130	EUR 3,250
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.F-NQ L.P.	270	EUR 6,750
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.TE.1-NQ L.P.	55	EUR 1,375
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.TE.2-NQ L.P.	45	EUR 1,125
Total	500	EUR 12,500

All the shares have been entirely paid up by contribution in cash, so that the company has now at its disposal the sum of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on Commercial Companies of September 18, 1933 have been fulfilled.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,400.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing parties the present deed is worded in English followed by and German translation. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

IM JAHRE ZWEITAUSENDFÜNFZEHN,
AM VIERTEN TAG DES MONATS MAI,

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,
sind erschienen,

(1) Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII-NQ L.P., einen "exempted limited partnership" bestehend nach dem Recht der Cayman Inseln, mit Sitz in Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Inseln, eingetragen im Registrar of Limited Partnerships von den Cayman Inseln unter Nummer MC-81634;

(2) Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.F-NQ L.P., einen "exempted limited partnership" bestehend nach dem Recht der Cayman Inseln, mit Sitz in Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Inseln, eingetragen im Registrar of Limited Partnerships von den Cayman Inseln unter Nummer MC-81607;

(3) Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.TE.1-NQ L.P., einen "exempted limited partnership" bestehend nach dem Recht der Cayman Inseln, mit Sitz in Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Inseln, eingetragen im Registrar of Limited Partnerships von den Cayman Inseln unter Nummer MC-81612; and

(4) Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.TE.2-NQ L.P., einen "exempted limited partnership" bestehend nach dem Recht der Cayman Inseln, mit Sitz in Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Inseln, eingetragen im Registrar of Limited Partnerships von den Cayman Inseln unter Nummer MC-81613;

hier vertreten durch Maître Flora Verrecchia, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 30. April 2015, welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienenen Parteien haben in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "German Holdings VIII S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "German Holdings VIII S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Pfund Sterling (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine eigenen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Ver-

bindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienenen Parteien die Gründungssatzung erstellt haben, haben sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (GBP)
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII-NQ L.P.	130	EUR 3.250
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.F-NQ L.P.	270	EUR 6.750
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.TE.1-NQ L.P.	55	EUR 1.375
Blackstone Real Estate Partners (Offshore) VIII.TE.2-NQ L.P.	45	EUR 1.125
Summe	500	EUR 12.500

Alle Anteile wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden ungefähr abgeschätzt auf EUR 1.400,-.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:

- BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit dass auf Anfrage der erschienenen Partei vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei der dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat derselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: F. VERRECCHIA, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 08 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14361. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. Mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015074552/490.

(150085420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Santana S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 183.529.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quinze, le six mai.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SANTANA S.A., S.P.F., en liquidation, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 23 décembre 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 609 du 7 mars 2014. La Société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 20 novembre 2014, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 4002 du 29 décembre 2014.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Claudine HAAG, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Annette SCHROEDER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1.- Rapport du commissaire à la liquidation.

2.- Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation.

3.- Clôture de la liquidation.

4.- Indication de l'endroit où les livres et documents de la société devront être déposés et conservés pendant cinq ans à partir du jour de la liquidation.

IV.- Que l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 27 mars 2015, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé en qualité de commissaire-vérificateur à la liquidation la société Fiduciaire GLACIS S.à r.l., avec siège social à L- 1528 Luxembourg, 18A, boulevard de la Foire.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a abordé son ordre du jour comme suit:

1) Rapport du commissaire-vérificateur à la liquidation:

L'assemblée entend le rapport de Fiduciaire GLACIS S.à r.l. sur l'examen des documents de la liquidation et sur la gestion du liquidateur.

2) Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction, à Monsieur Jacques RECKINGER de sa gestion de liquidateur de la Société.

L'assemblée donne également décharge au commissaire-vérificateur pour l'exécution de son mandat.

3) Clôture de la liquidation:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société SANTANA S.A., S.P.F., a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à partir d'aujourd'hui à l'ancien siège social L- 1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. RECKINGER, C. HAAG, A. SCHROEDER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 11 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14630. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015074852/59.

(150085378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Merita S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 185.524.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015076171/14.

(150086421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Mahle Manufacturing Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 196.862.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the 24th day of April.

Before Us, Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

MAHLE Luxembourg Sàrl, a «société à responsabilité limitée» governed by Luxembourg law, with its registered office at 39, Boulevard J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B number 196.831,

hereby represented by Mr. Daniel BOONE, attorney-at-law, residing professionally in L-2210 Luxembourg, 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, (Grand Duchy of Luxembourg),

acting in his capacity as sole manager of the company MAHLE Luxembourg Sàrl, appointed to this function by virtue of the extraordinary general meeting held further to the incorporation of the before mentioned company and authorized to sign the present deed by virtue of the powers granted to him according to article 15 of these articles of association.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the above notary to draw up the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which the pre-named party hereby declares to form among himself as follows:

Art. 1. Form. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, pursuant to the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), Article 1832 of the Civil Code and by the present articles of association (the "Articles").

The Company may at any time be composed of one or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as the providing of loans and granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may also utilize its funds to invest in real estate and, provided such investment is ancillary to or related to the acquisition, holding, administration, development and management of the undertaking forming part of the group of the Company, the Company may invest in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and may privately issue bonds, notes or similar debt instruments.

The Company may carry out production and distribution in automotive and industrial products. In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may regard as useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. Name. The name of the Company is "MAHLE Manufacturing Management Sàrl".

Art. 4. Duration. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the sole shareholder or, in case of plurality of shareholders, by a decision of the shareholders' meeting.

The Manager or, as the case may be, the Board, as defined in Article 12 of these Articles, may also establish branches and subsidiaries, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad. In the event that the Manager or, as the case may be, the Board, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager or, as the case may be, by the Board.

Art. 6. Share Capital. The issued share capital of the Company is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euros), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

Art. 7. Amendment of the share capital. The share capital may at any time be amended by a decision of the sole shareholder or by a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

The Company may, to the extent and under terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 8. Rights and obligations attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

If the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises all powers which are granted by the 1915 Law and the Articles to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

The creditors or successors of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single shareholder or of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible insofar as the Company is concerned.

Co-owners must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares - Repurchase of shares. If the Company is composed of one single shareholder, the single shareholder can transfer freely its shares.

If the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders. However, the shares may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital by application of the requirements of Articles 189 and 190 of the 1915 Law.

The Company may repurchase its own shares.

Art. 11. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy or insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not have as effect to put the Company into liquidation.

Art. 12. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not to be shareholders.

Manager(s) are appointed and removed from office by a decision of the single shareholder or, as the case may be, by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the Managers are appointed for an undetermined period.

The manager(s) may be re-elected.

The manager(s) may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers (the “Board”).

Any manager may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Managers may be represented at meetings of the Board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept, provided however that at least two managers must be present in person or by conference call.

Written notice of any meeting of the Board must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the minutes of the meeting.

The convening notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication, as well as by a waiver expressly given by all managers present or represented at the meeting of the Board, as transcribed into the minutes of the meeting.

A convening notice will not be required for a Board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide appointing managers of different classes. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the meeting and the managers shall be identified with respect to the class they belong.

The Board can only act or deliberate validly if a majority of the managers in office are present or represented.

Decisions of the Board are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by representation). In the event however the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, any resolutions of the Board may only be validly taken if they are approved by the majority of managers including at least one manager of each class.

The attendance list and the minutes of any meeting of the Board shall be signed by all managers present or represented at such meeting.

The Board may also unanimously pass resolutions on one or several similar documents by circular resolutions when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. Circular resolutions may be executed in counterparts. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

Art. 13. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not have as effect to put the Company into liquidation. Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 14. Liability of the managers. No manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound by the sole signature of the manager, in the case of a sole manager, and in the case of a Board, by the joint signature of two managers, provided however that in the event the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, the Company will only be validly bound by the joint signature of managers including at least one manager of each class (including by way of representation).

In any event, the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the manager, in the case of a sole manager, or, in the case of a Board, by the single or joint signature of any person(s) to whom such signatory powers shall have been delegated by the Board.

Art. 16. General meetings of shareholders. As long as the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders.

Articles 194 to 196 and 199 of the 1915 Law are not applicable to that situation.

In case the Company is composed of several shareholders, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting of shareholders.

An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually within six (6) months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 17. Decisions of the shareholders. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's shares. Change of nationality of the Company requires unanimity.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The decisions of the single shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders are documented in writing and are kept at the registered office of the Company.

The documents evidencing the votes cast in writing as well as the proxies are attached to the minutes.

Art. 18. Financial year. The financial year begins on the first January of each year and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 19. Annual accounts. At the end of each financial year, the Company's annual accounts are established by the manager or, as the case may be, the Board. The manager, in the case of a sole manager, or, as the case may be, the Board, prepares a general inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder or his/her/its attorney-in-fact carrying a written proxy may obtain at the Company's registered office communication of the said inventory and balance sheet.

Art. 20. Allocation of profits. The credit balance of the Company stated in the annual inventory, after deduction of overhead, depreciation and provisions represents the net profit of the financial year.

Five percent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital. The remaining profit is allocated by resolution of the shareholder(s), as the case may be.

Notwithstanding the preceding provisions, the manager, in the case of a sole manager or, as the case may be, the Board, may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the year on the basis of a statement of accounts showing (i) that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles (ii) and that any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Art. 21. Dissolution - liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or one of the shareholders.

The liquidation of the Company shall be decided by the single shareholder or by shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

In case of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried on by one or several liquidators who may, but need not be shareholders, appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, who shall determine their powers and their compensation.

Art. 22. Matters not provided. All matters not specifically governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.

Subscription and payment

The Articles having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amount mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital (EUR)	Number of ordinary shares	Amount paid-in (EUR)
MAHLE Luxembourg Sàrl	12,500.-	12,500	12,500.-
Total:	12,500.-	12,500	12,500.-

All the shares have been fully subscribed and totally paid up by the above named shareholder so that the amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euros) is from this day on at the free disposal of the Company.

Evidence of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in Article 183 of the 1915 Law, have been complied with.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to appoint the following person as the sole manager of the Company (the "Manager"), with immediate effect and for an unlimited duration, with the powers set forth in Article 12 of the articles of association of the Company:

Mr. Daniel BOONE, attorney-at-law, born on January, 28th, 1965 in Lille (France), with professional address at 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

Second resolution

The registered office shall be at 39, Boulevard J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Third resolution

The Sole Shareholder resolved that the first accounting period of the Company will start on the date hereof and will end on December 31st, 2015.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing proxy holder, the present deed is in English followed by a French version. In case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary this original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-quatre avril.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

MAHLE Luxembourg Sàrl, une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 39, Boulevard J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 196.831,

ici représentée par Mr Daniel BOONE, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.(Grand-Duché de Luxembourg),

agissant en sa qualité de gérant unique de la société MAHLE Luxembourg Sàrl, nommé à cette fonction en vertu de l'assemblée générale extraordinaire tenue suite à la constitution de la société pré mentionnée et autorisée à signer le présent acte en vertu des pouvoirs lui conférés conformément à l'article 15 de ces statuts.

La partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), par l'Article 1832 du Code Civil ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut, à toute époque, comporter un ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession de parts sociales ou d'émission de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de participations dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, y compris des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit.

La Société peut également utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier et, à condition qu'un tel investissement soit accessoire ou connexe à l'acquisition, la détention, l'administration, le développement et la gestion d'une société qui fait partie du même groupe de sociétés que la Société, la Société peut investir dans des droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations ou d'instruments de dette similaires. La Société peut entreprendre des activités de production et de distribution de produits automobiles.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. Dénomination. La Société prend la dénomination de "MAHLE Manufacturing Management Sàrl".

Art. 4. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée des associés.

Le gérant ou, le cas échéant, le Conseil de gérance, comme défini à l'Article 12, peut pareillement établir des succursales et des filiales aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant ou, le cas échéant, le Conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le gérant ou, le cas échéant, par le Conseil de gérance de la Société.

Art. 6. Capital social. Le capital émis de la Société est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cent euros), divisé en 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié, moyennant une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres parts sociales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi de 1915 et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts - Rachats de parts sociales propres. Si la Société est composée d'un associé unique, ledit associé unique peut librement céder ses parts.

Si la Société est composée d'une pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, par application des prescriptions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

La Société peut racheter ses parts sociales.

Art. 11. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'interdiction, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont élus et révoqués par une simple décision prise par l'associé unique ou, le cas échéant, par une décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée indéterminée.

Les gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de Gérance (le «Conseil de gérance»).

Tout gérant peut participer à une réunion du Conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne.

Les gérants peuvent être représentés aux réunions du Conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter, étant entendu qu'au moins deux gérants soient présents en personne ou par conférence téléphonique.

Une convocation écrite à toute réunion du Conseil de gérance devra être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation.

La convocation pourra être omise en cas d'accord de chaque gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, ainsi que par une renonciation expresse donnée par tous les gérants présents ou représentés à la réunion du Conseil de gérance, cette renonciation étant mentionnée dans le procès-verbal de la réunion.

Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le Conseil de gérance.

L'associé unique ou le cas échéant l'assemblée générale des associés pourra décider de nommer des Gérants de classes différentes. Une telle classification de gérants devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Le Conseil de gérance ne peut agir ou délibérer valablement que si une majorité des gérants en fonction sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil de gérance sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société (y inclus par voie de représentation). Cependant, au cas où l'associé unique ou l'assemblée générale des associés aurait nommé différentes classes de gérants, toute résolution du Conseil de gérance ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des Gérants, y inclus au moins un gérant de chaque classe.

Les listes de présence et les procès-verbaux des réunions du Conseil de gérance devront être signés par les gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le Conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire.

L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dûment signés l'existence de la résolution. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

Art. 13. Evénements affectant les gérants. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant le gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause d'un gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Responsabilité des gérants. Aucun gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 15. Représentation de la Société. La Société sera engagée par la signature individuelle en cas de gérant unique, et en cas d'un Conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, étant entendu cependant que si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de chaque classe (y inclus par voie de représentation).

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature aura/auront été délégués par le gérant, en cas de gérant unique, ou, en cas d'un Conseil de gérance, par la signature seule ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature aura/auront été délégués par le gérant.

Art. 16. Assemblée générale des associés. Tant que la Société ne comporte qu'un (1) associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ces cas, les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la Loi de 1915 ne sont pas applicables.

Lorsque la Société est composée de plusieurs associés, les décisions collectives sont prises lors d'une assemblée générale des associés.

Une assemblée générale annuelle des associés se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social au siège social de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Art. 17. Décisions des associés. Les décisions collectives ne sont valablement prises pour autant que les associés possédant plus que la moitié du capital les adoptent. Cependant, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne peuvent être adoptées qu'à la majorité (en nombre) des associés possédant au moins les trois quarts des parts sociales de la Société, sauf dispositions contraires de la Loi de 1915. Le changement de la nationalité de la Société requiert l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés lors d'une assemblée des associés, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, seront établies par écrit et tenues par la gérance au siège social de la Société.

Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations seront annexées aux décisions écrites.

Art. 18. Année sociale. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre.

Art. 19. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes annuels de la Société sont établis par le gérant ou, le cas échéant, par le Conseil de gérance. Le gérant ou, le cas échéant, le Conseil de gérance dresse un inventaire général comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite peut prendre connaissance desdits inventaires et bilans au siège social de la Société.

Art. 20. Répartition des bénéfices. Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice social.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil peut décider de payer à l'associé unique ou, le cas échéant, aux associés des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi de 1915 ou des Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés.

Art. 21. Dissolution, liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite d'un des associés.

La liquidation de la Société sera décidée par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée des associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés selon le cas par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Disposition générale. Toutes les matières qui ne seraient pas régies par les présents Statuts seraient régies conformément à la Loi de 1915.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit au nombre de parts sociales et a libéré en numéraire les montants ci après énoncés:

Associé	Capital souscrit (EUR)	Nombre de parts sociales	Libération (EUR)
MAHLE Luxembourg Sàrl	12.500,-	12.500	12.500,-
Total	12.500,-	12.500	12.500,-

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et entièrement libérées de sorte que la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cent euros) est dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'Article 183 de la Loi de 1915 ont été respectées.

Évaluations des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

L'associée unique prénommé a ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de nommer la personne suivante en qualité de gérant unique de la Société pour une période indéterminée, avec les pouvoirs prévus à l'article 12 des Statuts:

- Monsieur Daniel BOONE, avocat à la Cour, né le 28 janvier 1965 à Lille (France), domicilié professionnellement à 66, Boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est établi au 39, Boulevard J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Troisième résolution

L'associée unique décide que la première période comptable de la Société commencera au jour du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2015.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même partie et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite à la partie comparante, connue par le notaire par son nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: BOONE, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 5 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/13910. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074696/424.

(150084811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Flora Park S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 113.978.

—
RECTIFICATIF

Extrait

Un changement d'associés a été déposé au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg le 13 mai 2015 sous la référence L150081686.

Suite à une erreur de notre part, le dépôt n'avait pas lieu d'être et est à remplacer par le dépôt suivant:

Les cent vingt-cinq parts sociales (125) de la Société n'ont pas été cédées à (i) la société FP Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital social de EUR 12,500.-ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196248 et (ii) la société EH Acquisition S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital social de EUR 12,500.-ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195957

FLORA PARK LIMITED PARTNERSHIP, une «Limited Partnership» de droit du Royaume-Uni, ayant son siège social 8, Baker Street, GB-W1U 3LL, Londres, Royaume-Uni immatriculée auprès du «Registar of companies for England and Wales» sous le numéro NO. LP11194 est toujours associé unique de la Société et détient les cent vingt-cinq parts sociales (125) de la Société.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Flora Park S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015075323/27.

(150085976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Balansys, Société Anonyme.

Siège social: L-1248 Luxembourg, 59-61, rue de Bouillon.

R.C.S. Luxembourg B 196.896.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of May,
before Maître Joëlle BADEN, notary, residing in Luxembourg,

there appeared

1) Creos Luxembourg S.A., a Luxembourg public limited liability company with registered office at L-1248 Luxembourg, 59-61, rue de Bouillon, registered with the Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg number B 4.513, here represented by Mr. Marc MEYER, Head of Grid Strategy and Asset Manager, born in Esch-sur-Alzette, on 4 October 1966, residing professionally at L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on the 30 April 2015.

2) Fluxys Belgium NV/S.A., a public limited liability company established under the Belgian Laws, with registered office at B-1040 Brussels, 31, Avenue des Arts, registered with number 0402.954.628, here represented by Mrs. Huberte BETTONVILLE, Director Commercial Regulated, born in Tongeren (Belgium) on 4 September 1967, residing at B-3090 Overijse, 1, Katjeslaan,

by virtue of a proxy given under private seal in Bruxelles, on 6 May 2015.

The said proxies, after signature ne varietur by the proxyholders and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing parties, represented as stated above, have decided to establish amongst themselves a company in accordance with the following articles of incorporation:

A. Denomination - Registered office - Duration - Corporate object - Capital - Transfer of shares

Art. 1. Denomination. There is hereby formed public limited liability company (société anonyme) under the name of "Balansys"(the Company).

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office is established in Luxembourg City (Grand-Duchy of Luxembourg).

2.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of directors.

2.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders in application of article 17.10.

2.4 If extraordinary events of a political, economic, or social character, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be temporarily transferred abroad by means of a resolution of the general meeting of shareholders in application of article 17.10. Such measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The Company has as object to facilitate the integration of the Belgian and Luxembourg H-gas market zones into a single zone as well as the further integration of gas markets in Europe.

4.2 In order to fulfil its object, the Company may perform all legal and factual acts relating to market-based balancing of the integrated H-gas market area and of the Belgian L-gas market area, including the aggregation and communication of the balancing positions, the gas sales / purchases for balancing purposes, the invoicing of balancing charges, the submission of balancing related regulatory documents and tariffs to the national regulatory authorities competent for the markets handled by the Company and any other actions and dealings related thereto.

4.3 The Company may expand its operations to cover any other tasks deemed necessary to accomplish its object and compatible with the national and European legal framework, such as for instance the provision of hub services.

4.4 The Company may also acquire and manage all patents, trademarks, connected licences and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

4.5 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, which it may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 5. Share Capital.

5.1 The corporate capital is set at thirty one thousand euro (EUR 31.000.-) represented by three hundred and ten (310) shares without designation of a nominal value.

5.2 The shares must be registered shares (actions nominatives).

5.3 The Company's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

5.4 The general meeting of shareholders may increase or decrease the corporate capital in one or several times, deliberating in accordance with the conditions required to amend the articles of incorporation in accordance with article 17.10.

Art. 6. Register of shares.

6.1 A register of shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shares will in particular contain the name of each shareholder, his residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, the indication of the payments made on the shares, any transfer of shares and the dates thereof pursuant to these articles of incorporation, as well as any security rights granted on shares.

6.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 7. Ownership and transfer of shares.

7.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shares. Certificates of these recordings will be issued and signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members, upon request and at the expenses of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of such share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

7.3 Subject to the provision of articles 8 and 9 below, any transfer of shares will become effective towards the Company and third parties either through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives or upon notification to the Company of the transfer by the transferor and the transferee or their duly authorised representatives, pursuant to which any director may record such transfer in the register of shares.

Art. 8. Transfer restrictions.

8.1 No shareholder may transfer by way of sale, exchange, assignment, pledge, other security interest, gift or other disposal (all of which acts shall be deemed included in the term "transfer" as used in these articles of association, unless otherwise specified) any or all of its shares in the Company, or any interest therein unless such transfer is entered in the register of shares and is made in accordance with the present articles of association.

8.2 Any transfer of any share to a person that is not a transmission system operator which is certified or exempted from certification according to article 49.6 of the Gas Directive 73/2009/EC, is not permitted. Any transfer of any share to a non-shareholder that is a transmission system operator which is certified or exempted from certification according to article 49.6 of the Gas Directive 73/2009/EC shall require the prior unanimous approval of all the shareholders of the company given either in writing or in a general meeting of shareholders.

8.3 Any purported transfer of shares in the Company other than in accordance with these articles of incorporation shall be null and void, and the Company shall refuse to recognise any such transfer for any purpose and shall not reflect in its register of shares any change in the ownership of shares pursuant to any such transfer.

8.4 Without prejudice to the provisions of article 8.2, transfers of shares in the Company can only be effected in accordance with article 9, except if all the shareholders have consented thereto in writing.

8.5 The granting of a pledge or of any other security interest of any type over the shares of the Company is prohibited, except if all the shareholders have consented thereto in writing and that the granting and the realisation of such a pledge or other security interest of any type over the shares of the company do not prejudice the exercise of the pre-emption rights which are provided for in these articles of incorporation, and such granting would not result in a non-compliance with applicable law.

Art. 9. Pre-emption right.

9.1 In the event that a shareholder desires to sell all or part of its shares in the Company (the "Offered Shares") and it has received the approval of the other shareholders in accordance with article 8.2, the shareholder shall give written notice to the other shareholders and the Company (the "Shareholder's Notice") of its intention to sell the Offered Shares setting forth (i) the number of Offered Shares, (ii) the proposed price for the Offered Shares agreed between the selling shareholder and the proposed buyer (the "Offered Price"), (iii) any other material items and conditions on the proposed transfer and (iv) the date of the proposed transfer.

9.2 Following the receipt of the Shareholder's Notice, the other shareholders have the right to elect to acquire all of the Offered Shares on the same terms and conditions set forth in the Shareholder's Notice by written notice given to the selling shareholder within thirty (30) business days of the receipt of the Shareholder's Notice. Each shareholder may acquire part of the Offered Shares in proportion to the shares held in the Company by each such shareholder and if not all shareholders

exercise their right, the un-exercised rights will automatically accrue to the other shareholders that have exercised their pre-emption right in proportion to the shares held in the company by each such shareholder.

9.3 Following the receipt of the Shareholder's Notice and in the event that none of the shareholders in the Company have elected to acquire all of the Offered Shares in accordance with and within the timeframe provided in article 9.2., shareholders representing at least 33,33% of the share capital of the Company may appoint, during a general meeting of shareholders to this effect, within thirty (30) business days starting as from the thirty (30) business day period as referred to in section 9.2, an internationally recognised auditor or investment bank (the "First Valuator") which shall perform a valuation of the Offered Shares based on the market value of the Company's shares valued as a going concern (the "First Valuation"). This First Valuator shall perform the First Valuation within thirty (30) business days of its appointment.

9.4 In case the result of the First Valuation and the Offered Price differ and the selling shareholder and the other shareholders are unable to agree on a price for the Offered Shares based on such valuations within thirty (30) business days of having received the first valuation, the president of the Luxembourg Institut des réviseurs d'entreprises at the request of either the selling shareholder or the other shareholders, shall immediately appoint a second auditor or investment bank (the "Second Valuator"). The mandate of such Second Valuator shall be to perform a valuation of the Offered Shares based on the same principles as those set out in article 9.3. within thirty (30) business days of its appointment, the result of which must lie between the Offered Price and the First Valuation (the "Second Valuation").

The final price for the Offered Shares (the "Final Price") shall then be the average between (i) the Second Valuation and (ii) the First Valuation.

9.5 The other shareholders may, within the order of priority set out in article 9.2 and as soon as an agreement on the price has been reached, or at the latest within ten (10) business days after the date of receipt of Second Valuation, elect to acquire all of the Offered Shares on the same terms and conditions set forth in the Shareholder's Notice (except for the consideration proposed in such Shareholder's Notice) at the agreed price or at the price determined in accordance with Article 9.4. by written notice given to the selling shareholder.

9.6 Without prejudice to section 8.2, in the event that none of the shareholders in the Company have elected to acquire all of the Offered Shares in accordance with their pre-emption rights set out in Articles 9.2 to 9.5, the selling shareholder may freely transfer the Offered Shares to the proposed buyer on the terms and conditions set forth in the Shareholder's Notice for a period of ninety (90) business days.

9.7 The costs of the First Valuator and of the Second Valuator are borne by the Company.

B. Administration - Day-to-day management - Compliance officer

Art. 10. Composition of the board of directors.

10.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least five members, who do not need to be shareholders.

10.2 The members of the board of directors shall be appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years, they shall be reeligible and they may be removed at any time by the general meeting of shareholders.

10.3 In the event of dismissal, resignation or any other circumstance where a director prematurely ceases to serve on the board, the remaining directors have the right to provisionally fill the vacancy by appointing a new member to the board of directors for the remaining duration of the relevant mandate. Such decision shall be ratified by the next general meeting of shareholders.

10.4 In order to be able to act in an impartial, independent, unbiased and expertly manner, the members of the board of directors shall:

a) have exercised no professional position or responsibility, interest or business relationship, directly or indirectly, in an undertaking performing any of the functions of production or supply (according to the Directive 2009/73/EC of 13 July 2009, as amended or replaced from time to time) or any affiliated company other than the transmission or distribution system operator (the "Producer/Supplier"), for a period of 1 year before the appointment;

b) have no other professional position or responsibility, interest or business relationship, directly or indirectly, with the Producer/Supplier;

c) hold no interest in or receive any financial benefit, directly or indirectly, from a Producer/Supplier. Their remuneration shall not depend on activities or results of a Producer/Supplier;

d) have no professional position or responsibility, interest or business relationship, directly or indirectly, with a Producer/Supplier for a period of not less than 6 months after termination of their term of office; and

e) not act as proxy-holder or representative, directly or indirectly, of a Producer/Supplier.

Art. 11. Powers of the board of directors. The board of directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the Company's object. All matters not expressly reserved to the general meeting of shareholders by law or by the present articles of incorporation are within the competence of the board of directors.

Art. 12. Conduct of meetings of the board of directors.

12.1 The board of directors elects among its members a chairman and a vice-chairman; in the absence of the chairman, the vice-chairman or, in his absence, any other director may preside over the meeting.

12.2 The board of directors meets every time the interests of the Company so require and every time its chairman or at least two directors so request(s).

12.3 The board of directors shall meet upon written or electronic notice, to be addressed to the board of directors and stating the agenda of the meeting. The compliance officer shall also be convened to assist the meetings of the board of directors. Except in case of urgency, the notice must be sent at least fifteen (15) calendar days prior to the meeting.

12.4 The meetings are held at the place indicated in the notices. The meetings can be held by way of telephone or video conference or by any communication means made possible by technology.

12.5 The board of directors can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telefax or e-mail, being permitted. If an insufficient number of directors is present or represented during a meeting, a second board meeting may be convened, which must take place at the latest fifteen days later, to deliberate on the items on the agenda of the previous meeting, irrespective of the number of members present.

12.6 The decisions of the board of directors are adopted with a majority of the votes cast by the directors present or represented, provided that the members of the board shall first endeavour to achieve a consensus among them.

12.7 The deliberations of the board of directors shall be recorded in minutes signed by the majority of the members who were present or represented at the deliberation and votes, whereby the proxyholders shall sign for the prevented or absent directors they represent.

12.8 Copies or extracts to be submitted in court or elsewhere shall be signed by two directors.

12.9 A written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several counterparts having the same content. The compliance officer is informed and receives a copy of any written decision.

Art. 13. Delegation day-to-day management.

13.1 The board of directors shall delegate its powers concerning the day-to-day management to a managing director, or, if such person is not a member of the board, a general director.

13.2 In order to be able to act in an impartial, independent, unbiased and expertly manner, the managing director or general director shall fulfil the requirements as set out in article 10.4.

Art. 14. Appointment of a compliance officer.

14.1 The board of directors shall appoint a compliance officer in accordance with the Luxemburg Gas Act of 1st August 2007, as amended and the Belgian Gas Act of 12 April 1965, as amended. The compliance officer shall meet the requirements of section 10.4, except for paragraph d) for which a period of eighteen (18) months shall apply.

14.2 The compliance officer shall establish a compliance programme which shall set out the measures taken in order to ensure that discriminatory and anticompetitive conduct is excluded. The compliance programme shall conform to the requirements of the Luxemburg Gas Act of 1st August 2007, as amended and the Belgian Gas Act of 12 April 1965, as amended. The compliance officer ensures that compliance with the compliance programme is adequately monitored. The compliance programme shall inter alia set out the measures taken in order to preserve the confidentiality of commercially sensitive information obtained by the Company in the course of carrying out its services and to prevent information about its own activities which may be commercially advantageous from being disclosed in a discriminatory manner.

14.3 The compliance programme shall be approved by the board of directors and sent for information, or if legally required, for approval to the competent regulatory authorities.

14.4 The compliance officer shall have the right to attend the meetings of the board of directors and general meeting of shareholders. The compliance officer shall have no voting rights.

14.5 The compliance officer shall be in charge of (as further detailed in the compliance programme):

- monitoring the implementation of the compliance programme;
- elaborating an annual report, setting out measures taken in order to implement the compliance programme and submitting it to the regulatory authorities;
- reporting to the board of directors and issuing recommendations on the compliance programme and its implementation;
- notifying the regulatory authorities on any substantial breaches with regard to the implementation of the compliance programme; and
- reporting to the regulatory authorities on any commercial and financial relations between the vertically integrated undertaking and the transmission system operator.

Art. 15. Dealings with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the joint signatures of any two directors of the company, or (ii) the joint signatures of any proxyholders or sole signature of the proxyholder to whom such signatory power has been granted by the board of directors, but only within the limits of such power.

Within the limits of daily management, the Company is also validly represented by the managing director or general director, as the case may be, acting alone, to whom this management is delegated pursuant to Article 13.1.

C. General meeting of shareholders

Art. 16. Powers of the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders of the Company properly constituted represents the entire body of the shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the Company.

Art. 17. Convening general meetings of shareholders.

17.1 Convening notices of all general meetings of shareholders shall be made in compliance with the legal provisions. Both the annual and the extraordinary general meeting of shareholders shall be convened upon notice of the board of directors.

17.2 The convening notice shall be made by registered letters which shall be sent to the shareholders and the compliance officer ten (10) calendar days before the meeting. One or several shareholders may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter at least five (5) calendar days prior the date scheduled for the meeting.

17.3 Convening notices for every annual general meeting of shareholders must compulsory include in the agenda: discussion of the annual report and independent auditors' report, discussion and adoption of the annual accounts, discharge of liability to the directors and the independent auditors, reelection or replacement of directors and independent auditors.

If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting of shareholders may take place without previous convening notices to the shareholders.

17.4 The general meeting of shareholders can only validly deliberate on the items of the agenda, unless the shareholders unanimously decide otherwise.

17.5 Every shareholder has the right to vote in person or by proxyholder, who need not be a shareholder. The board of directors may determine the form of the proxies and require that the proxies are deposited at the place it indicates and the time it determines. Any representative must comply with the independence criteria set forth in article 10.4.

17.6 Prior to being admitted to the general meeting of shareholders, the shareholders or their proxyholders must sign an attendance list, stating the identity of the shareholders and the number of shares they hold.

17.7 Each share gives the right to one vote.

17.8 The general meeting of shareholders is chaired by the chairman of the board of directors or, in his absence, by another director appointed by his colleagues for this purpose.

17.9 Save for the cases provided by law and in the next articles, the resolutions shall be taken with a majority of the votes participating in the voting. The general meeting of shareholders shall only validly deliberate if more than fifty (50%) percentage of the capital is present or represented.

17.10 A shareholders meeting may amend any provisions of the articles of association with at least two-thirds of the votes validly cast at a meeting where more than fifty (50) percentage of the capital is present or represented.

17.11 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders.

Art. 18. Annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on the third Thursday of the month of April at 02.00 o'clock in the afternoon.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next following business day.

D. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 19. Dividends - Interim dividends - Share Premium.

19.1 The general meeting of shareholders shall determine the appropriation and distribution of net profits.

19.2 The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholders by a resolution of the shareholders, subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

Art. 20. Financial year. The Company's financial year shall begin on the first (1st) of January each year and shall end on the thirty-first (31) of December of the same year.

Art. 21. Supervision. The Company shall be supervised by one independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) who shall be chosen amongst the members of the Institute of Independent Auditors.

Art. 22. Dissolution - Liquidation. In case of the dissolution of the Company, for any reason whatsoever and on whatever moment, the general meeting of shareholders shall appoint the liquidator(s), shall determine their powers and possible emoluments and shall determine the manner of liquidation, in accordance with the legal provisions.

After settlement of all debts and charges and liquidation or consignment costs made for these settlements, the net assets are distributed, in cash or in shares, between all shares.

If the shares have not all been paid up equally, the liquidators, before proceeding to the distribution as referred to in the previous paragraph, must take this into account and shall place all shares on an equal footing either by making an additional call for capital to the shares insufficiently paid up, either by prior repayments, in cash or in shares, to the benefit of the shares paid up in a greater proportion.

E. General provisions

Art. 23. Governing law. The Law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended, shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

These articles of incorporation are worded in English, follow by a French version. In case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Transitory dispositions

- 1) The first fiscal year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31 of December 2015.
- 2) The first annual general meeting of shareholders will be held in the year 2016.

Subscription and payment

The articles of incorporation having thus been established, the abovenamed parties declare to subscribe the shares as follows:

1) Creos Luxembourg S.A., prenamed, one hundred and fifty five shares	155
2) Fluxys Belgium NV/S.A., prenamed, one hundred and fifty five shares	<u>155</u>
TOTAL: three hundred and ten shares	310

All these shares are entirely paid up by payments in cash, so that the amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statements

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the law on commercial companies of 10th August 1915 have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, at one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Extraordinary general meeting of shareholders

Here and now, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders and, having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1) The number of directors is set at five (5) and that of the independent auditors at one (1).
- 2) The following are appointed directors:
 - Huberte BETTONVILLE, Director Commercial Regulated, born in Tongeren (Belgium) on 4 September 1967, residing at B-3090 Overijse, 1, Katjeslaan.
 - Carlo van EYSENDYCK, Director Construction, Engineering & Gas Flow, born in Mortsel (Belgium) on 10 September 1958, residing at B-2160 Wommelgem, 59, Oude Baan.
 - Karl BEELEN, Gas Flow Manager, born in Etterbeek (Belgium) on 10 September 1970, residing at B-1560 Hoeilaart, 99A, Waverssesteenweg.
 - Carlo BARTOCCI, Head of Dispatching Department, born in Esch-sur-Alzette, on 6 July 1964, residing professionally at L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison.
 - Marc MEYER, Head of Grid Strategy and Asset Manager, born in Esch-sur-Alzette, on 4 October 1966, residing professionally at L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison
- 3) Is appointed independent auditor: PriceWaterhouseCoopers, with registered office at L-1014 Luxembourg, 2, rue Gerhard Mercator, R.C.S. Luxembourg B 65.477.
- 4) The mandates of the directors and the independent auditor shall expire immediately after the annual general meeting of shareholders to be held in 2016.
- 5) The registered office is set at L-1248 Luxembourg, 59-61 rue de Bouillon.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the proxyholders of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholders and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, the said proxyholders signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le sept mai,
par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,
ont comparu

1) Creos Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1248 Luxembourg, 59-61, rue de Bouillon, inscrite au Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 4.513,

ici représentée par Monsieur Marc MEYER, Head of Grid Strategy and Asset Manager, né à Esch-sur-Alzette, le 4 octobre 1966, résidant professionnellement à L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 30 avril 2015.

2) Fluxys Belgium NV/S.A., une société anonyme de droit belge, ayant son siège social à B-1040 Brussels, 31, Avenue des Arts, immatriculée sous le numéro 0402.954.628,

ici représentée par Madame Huberte BETTONVILLE, Director Commercial Regulated, née à Tongeren (Belgique) le 4 septembre 1967, demeurant à B-3090 Overijse, 1, Katjeslaan, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bruxelles, le 6 mai 2015.

Lesdites procurations, après signature ne varietur par les mandataires et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Lesquelles comparantes, telles que représentées, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles constituent entre elles:

A. Dénomination - Siège social - Durée - Objet - Capital social - Transfert d'actions

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé une société anonyme sous la dénomination «Balansys» (la Société).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2. Le siège social de la Société pourra être transféré au sein de la même commune par décision du conseil d'administration.

2.3. Il pourra être transféré dans une autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires en application de l'article 17.10.

2.4. Si des événements extraordinaires de nature politique, économique ou sociale, susceptibles de compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège et des pays étrangers, se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être temporairement transféré à l'étranger par décision de l'assemblée générale des actionnaires en application de l'article 17.10. Toutefois, une telle mesure n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera une société de droit luxembourgeois.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social.

4.1. La Société a pour objet de faciliter l'intégration des secteurs de marché du gaz H belges et luxembourgeois dans une zone unique, ainsi que la poursuite de l'intégration des marchés du gaz en Europe.

4.2. Afin de réaliser son objet, la Société pourra accomplir tous actes licites et matériels relatifs au régime d'équilibrage basé sur les règles du marché du gaz H et du marché belge du gaz L, y compris le regroupement et la communication des positions d'équilibre, les ventes/achats de gaz à des fins d'équilibrage, la facturation des frais d'équilibrage, la soumission des tarifs et documents réglementaires liés à l'équilibrage aux autorités de régulation nationales compétentes pour les marchés gérés par la Société et toutes autres actions et opérations y afférentes.

4.3. La Société pourra étendre ses activités en vue d'exécuter toutes autres fonctions jugées nécessaires à la réalisation de son objet et compatibles avec le cadre juridique national et européen, comme par exemple la fourniture de services de hub.

4.4. La Société pourra également acquérir et gérer tous les brevets, marques, licences associées et autres droits découlant de ces brevets ou leur étant complémentaires.

4.5. La Société pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, immobilières ou mobilières, qu'elle jugera utiles à la réalisation de son objet.

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trois cent dix (310) actions sans désignation de valeur nominale.

5.2. Les actions sont nominatives.

5.3. Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en certificats représentatifs d'actions uniques ou de plusieurs actions.

5.4. L'assemblée générale des actionnaires pourra augmenter ou réduire le capital social en une ou plusieurs fois, dans le respect des conditions requises pour la modification des statuts conformément à l'article 17.10 des présents statuts.

Art. 6. Registre des actions.

6.1. Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition des actionnaires pour consultation. Ce registre des actions devra contenir en particulier le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son siège social ou bureau principal, le nombre d'actions détenues par cet actionnaire, les versements effectués sur les actions, tout transfert d'actions et les dates correspondantes conformément aux présents statuts, ainsi que toutes sûretés accordées sur les actions.

6.2. Chaque actionnaire notifiera à la Société par courrier recommandé son adresse et tout changement de celle-ci. La Société pourra se fier à la dernière adresse qu'elle aura reçue de la part d'un actionnaire.

Art. 7. Propriété et transfert des actions.

7.1. La preuve de propriété des actions pourra être établie par l'inscription d'un actionnaire au registre des actions. Les certificats de ces inscriptions seront émis et signés par le président du conseil d'administration ou par deux de ses membres, sur demande et aux frais de l'actionnaire concerné.

7.2. La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par action. Dans le cas où une action serait détenue par plusieurs personnes, ces dernières désigneront une personne qui sera considérée comme étant le titulaire unique de cette action vis-à-vis de la Société. La Société sera en droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une action détenue par plusieurs titulaires jusqu'à ce qu'un propriétaire soit désigné.

7.3. Sous réserve des dispositions des articles 8 et 9 des présents statuts, tout transfert d'actions sera opposable à la Société et aux tiers soit par l'inscription d'une déclaration de transfert au registre des actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou leurs mandataires, soit sur notification à la Société du transfert par le cédant et le cessionnaire ou leurs mandataires dûment autorisés, suite à laquelle tout administrateur pourra porter un tel transfert au registre des actions.

Art. 8. Restrictions de transfert.

8.1. Aucun actionnaire ne pourra transférer par voie d'échange, de vente, de cession, de nantissement, de sûreté, de don ou de toute autre aliénation (tous ces actes étant réputés inclus dans le terme «transfert» utilisé dans les présents statuts, sauf indication contraire) tout ou partie de ses actions de la Société, ou tout intérêt y afférent, si ce transfert n'est pas porté au registre des actions et n'est pas réalisé conformément aux présents statuts.

8.2. Aucun transfert d'une action à une personne n'étant pas un gestionnaire de réseau de transport certifié ou exempté de certification conformément à l'article 49.6 de la directive sur le Gaz 73/2009/CE, n'est autorisé. Tout transfert d'action à un non-actionnaire qui est un gestionnaire de réseau de transport certifié ou exempté de certification conformément à l'article 49.6 de la directive sur le Gaz 73/2009/CE requiert l'approbation préalable et unanime de tous les actionnaires de la Société donnée par écrit ou lors d'une assemblée générale des actionnaires.

8.3. Tout prétendu transfert d'actions de la Société autrement que conformément aux présents statuts sera nul et non avenue, et la Société refusera de reconnaître un tel transfert à quelques fins que ce soit et ne consignera dans son registre des actions aucun changement de propriété des actions au titre d'un tel transfert.

8.4. Sans préjudice des dispositions de l'article 8.2, les transferts d'actions de la Société ne pourront être effectués conformément à l'article 9, sauf si tous les actionnaires y ont consenti par écrit.

8.5. L'octroi d'un nantissement ou de tout autre type de sûreté sur les actions de la Société est interdit, sauf si tous les actionnaires y ont consenti par écrit et si l'octroi et la réalisation d'un tel nantissement ou de tout autre type de sûreté sur les actions de la Société ne compromettent pas l'exercice des droits de préemption prévus dans les présents statuts, et si l'octroi n'entraîne pas une infraction à la loi applicable.

Art. 9. Droit de préemption.

9.1. Dans le cas où un actionnaire souhaiterait céder tout ou partie de ses actions de la Société (les «Actions proposées») et s'il a reçu l'approbation des autres actionnaires conformément à l'article 8.2, l'actionnaire avisera par écrit les autres actionnaires et la Société («la Notification des actionnaires») de son intention de vendre les Actions proposées en indiquant (i) le nombre d'Actions proposées, (ii) le prix proposé pour les Actions proposées, convenu entre l'actionnaire cédant et l'acheteur projeté (le «Prix proposé»), (iii) tous autres éléments et conditions importants concernant le transfert proposé et (iv) la date du transfert proposé.

9.2. Suite à la réception de la Notification des actionnaires, les autres actionnaires seront en droit de choisir d'acquérir la totalité des Actions proposées selon les mêmes conditions et modalités que celles énoncées dans la Notification des actionnaires, par notification écrite adressée à l'actionnaire cédant dans les trente (30) jours ouvrables suivant la réception

de la Notification des actionnaires. Chaque actionnaire pourra acquérir une partie des Actions proposées en proportion des actions détenues dans la Société par chacun de ces actionnaires et si tous les actionnaires n'exercent pas leur droit, les droits non exercés reviendront de plein droit aux autres actionnaires ayant exercé leur droit de préemption en proportion des actions détenues dans la Société par chacun de ces actionnaires.

9.3. Suite à la réception de la Notification des actionnaires et dans le cas où aucun des actionnaires de la Société n'aurait choisi d'acquérir la totalité des Actions proposées conformément et dans les délais prévus à l'article 9.2., les actionnaires représentant au moins 33,33 % du capital social de la Société pourront désigner, lors d'une assemblée générale des actionnaires à cet effet, dans les trente (30) jours ouvrables à compter du délai de trente (30) jours ouvrables visé à l'article 9.2, un réviseur ou une banque d'investissement de renommée internationale (le «Premier évaluateur») pour procéder à l'évaluation des Actions proposées sur la base de la valeur de marché des actions de la Société évaluées dans une perspective de continuité d'exploitation (la «Première évaluation»). Ce Premier évaluateur réalisera la première évaluation dans les trente (30) jours ouvrables suivant sa désignation.

9.4. Dans le cas où le résultat de la Première évaluation et le Prix proposé différeraient et si l'actionnaire cédant et les autres actionnaires étaient dans l'impossibilité de convenir d'un prix pour les Actions proposées sur la base de cette évaluation dans les trente (30) jours ouvrables suivant la réception de la Première évaluation, le président de l'Institut des réviseurs d'entreprises du Luxembourg à la demande de l'actionnaire cédant ou des autres actionnaires, désignera immédiatement un deuxième réviseur ou une deuxième banque d'investissement (le «Deuxième évaluateur»). Ce Deuxième évaluateur aura pour mission de procéder à une évaluation des Actions proposées sur la base des mêmes principes que ceux prévus à l'article 9.3. dans les trente (30) jours ouvrables suivant sa désignation, le résultat d'une telle évaluation devant se situer entre le Prix proposé et la Première évaluation (la «Deuxième évaluation»).

Le prix final des Actions proposées (le «Prix final») correspondra donc à la moyenne entre (i) la Deuxième évaluation et (ii) la Première évaluation.

9.5. Les autres actionnaires pourront, dans l'ordre de priorité prévu à l'article 9.2 et dès qu'un prix aura été convenu, ou au plus tard dans les dix (10) jours ouvrables suivant la date de réception de la Deuxième évaluation, choisir d'acquérir la totalité des Actions proposées selon les mêmes conditions et modalités que celles énoncées dans la Notification des actionnaires (sauf pour ce qui est de la contrepartie proposée dans la Notification des actionnaires) au prix convenu ou au prix déterminé conformément à l'article 9.4. au moyen d'un avis écrit adressé à l'actionnaire cédant.

9.6. Sans préjudice de l'article 8.2, dans le cas où aucun actionnaire de la Société ne déciderait d'acquérir la totalité des Actions proposées conformément à leurs droits de préemption prévus aux articles 9.2 à 9.5, l'actionnaire cédant sera libre de transférer les Actions proposées à l'acheteur projeté aux conditions et modalités établies dans la Notification des actionnaires durant une période de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables.

9.7. Les coûts du Premier évaluateur et du Deuxième évaluateur seront pris en charge par la Société.

B. Administration - Gestion journalière - Compliance officer

Art. 10. Composition du conseil d'administration.

10.1. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé d'au moins cinq membres, actionnaires ou non.

10.2. Les membres du conseil d'administration seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une durée qui ne peut dépasser six ans, ils seront rééligibles et révocables à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires.

10.3. En cas de révocation, démission ou de toute autre circonstance dans le cadre de laquelle un administrateur cesse prématurément de siéger au conseil d'administration, les administrateurs restants seront en droit de pourvoir provisoirement le poste vacant en désignant un nouveau membre au conseil d'administration pour la durée restante du mandat correspondant. Cette décision sera ratifiée par l'assemblée générale des actionnaires suivante.

10.4. Afin de pouvoir agir sans parti-pris, de manière impartiale, indépendante et compétente, les membres du conseil d'administration:

a. ne devront pas avoir occupé un poste, assumé une responsabilité professionnelle, exercé des droits ou s'être engagés dans des relations d'affaires, directement ou indirectement, dans une entreprise assurant des fonctions de production ou de fourniture (conformément à la directive 2009/73/CE du 13 juillet 2009, sous sa forme ponctuellement modifiée ou remplacée) ou une société affiliée autre que le gestionnaire de réseau de transport ou de distribution (le «Producteur/Fournisseur»), durant une période d'un an avant la désignation;

b. ne devront pas occuper de poste ou assumer de responsabilité professionnelle, exercer des droits ou être engagés dans des relations d'affaires, directement ou indirectement, avec le Producteur/Fournisseur;

c. ne devront pas détenir de droit sur ou recevoir tout avantage financier, directement ou indirectement, de la part d'un Producteur/Fournisseur. Leur rémunération ne devra pas dépendre des activités ou des résultats d'un Producteur/Fournisseur;

d. ne devront pas occuper de poste ou assumer de responsabilité professionnelle, exercer des droits ou être engagés dans des relations d'affaires, directement ou indirectement, avec un Producteur/Fournisseur durant une période d'au moins six mois après la fin de leur mandat; et

e. ne devront pas intervenir en qualité de mandataires ou de représentants, directement ou indirectement, d'un Producteur/Fournisseur.

Art. 11. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration dispose des pleins pouvoirs pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'objet de la Société. Toutes les questions n'étant pas expressément réservées à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les présents statuts relèveront de la compétence du conseil d'administration.

Art. 12. Conduite des assemblées du conseil d'administration.

12.1. Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président et un vice-président; en l'absence du président, le vice-président ou, en son absence, un autre administrateur, pourra présider l'assemblée.

12.2. Le conseil d'administration se réunira chaque fois que les intérêts de la Société l'exigent et dès que son président ou au moins deux administrateurs en feront la demande.

12.3. Le conseil d'administration se réunira sur convocation écrite ou électronique, adressée au conseil d'administration et indiquant l'ordre du jour de l'assemblée. Le compliance officer sera également convié à assister aux assemblées du conseil d'administration. Sauf cas d'urgence, la convocation devra être envoyée au moins quinze (15) jours calendaires avant la tenue de l'assemblée.

12.4. Les assemblées se tiendront à l'endroit indiqué dans les convocations. Les assemblées pourront se tenir par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout moyen de communication rendu possible par la technologie.

12.5. Le conseil d'administration ne pourra valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui pourra être adressé par courrier, télécopie ou e-mail, étant admis. Si un nombre insuffisant d'administrateurs est présent ou représenté lors d'une assemblée, une deuxième assemblée du conseil d'administration pourra être convoquée, et devra avoir lieu au plus tard quinze jours par la suite, afin de délibérer sur les points à l'ordre du jour de l'assemblée précédente, quel que soit le nombre de membres présents.

12.6. Les décisions du conseil d'administration seront adoptées à la majorité des voix exprimées par les administrateurs présents ou représentés, à condition que les membres du conseil d'administration s'efforcent dans un premier temps de parvenir à un consensus entre eux.

12.7. Les délibérations du conseil d'administration devront être consignées dans des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui étaient présents ou représentés à la délibération et au vote, et les mandataires signeront pour les administrateurs absents ou ayant eu un empêchement qu'ils représentent.

12.8. Les copies ou extraits devant être présentés en justice ou auprès de toute autre entité seront signés par deux administrateurs.

12.9. Une décision écrite, signée par tous les administrateurs, sera régulière et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une assemblée du conseil d'administration ayant été dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un document unique ou en plusieurs exemplaires de même teneur. Le compliance officer sera informé et recevra une copie de toute décision écrite.

Art. 13. Délégation de la gestion journalière.

13.1. Le conseil d'administration déléguera ses pouvoirs concernant la gestion journalière à un administrateur délégué, ou si cette personne n'est pas membre du conseil d'administration, à un directeur général.

13.2. Afin de pouvoir agir sans parti-pris, de manière impartiale, indépendante et compétente, l'administrateur délégué ou le directeur général devront satisfaire aux exigences prévues à l'article 10.4.

Art. 14. Désignation d'un compliance officer.

14.1. Le conseil d'administration désignera un compliance officer conformément à la loi luxembourgeoise sur le gaz du 1^{er} août 2007 telle que modifiée, et à la loi belge sur le gaz du 12 avril 1965 telle que modifiée. Le compliance officer doit satisfaire aux exigences de l'article 10.4, à l'exception de l'alinéa d) au titre duquel une période de dix-huit (18) mois est applicable.

14.2. Le compliance officer établira un programme d'engagements qui énoncera les mesures prises afin de garantir que toutes pratiques discriminatoires et anticoncurrentielles sont exclues. Le programme d'engagements sera conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise sur le gaz du 1^{er} août 2007, telle que modifiée et de la loi belge sur le gaz du 12 avril 1965 telle que modifiée. Le compliance officer veillera à ce que le respect du programme d'engagements soit contrôlé comme il se doit. Le programme d'engagements devra notamment établir les mesures prises afin de préserver la confidentialité des informations commercialement sensibles, obtenues par la Société dans le cadre de l'exécution de ses services et afin d'empêcher que des informations sur ses propres activités, qui peuvent être commercialement avantageuses, soient divulguées de manière discriminatoire.

14.3. Le programme d'engagements sera approuvé par le conseil d'administration et envoyé pour information, ou si la loi l'exige, pour approbation aux autorités de réglementation compétentes.

14.4. Le compliance officer sera en droit d'assister aux assemblées du conseil d'administration et aux assemblées générales des actionnaires. Le compliance officer ne disposera pas d'un droit de vote.

14.5. Le compliance officer sera chargé (tel que détaillé dans le programme d'engagements):

- d'assurer le suivi de la mise en oeuvre du programme d'engagements;
- d'élaborer un rapport annuel, exposant les mesures prises pour mettre en oeuvre le programme d'engagements et le soumettre aux autorités de régulation;
- de rendre compte au conseil d'administration et de formuler des recommandations concernant le programme d'engagements et sa mise en oeuvre;
- d'aviser les autorités de régulation de tout manquement substantiel concernant la mise en oeuvre du programme d'engagements; et
- d'informer les autorités de régulation des relations commerciales et financières entre l'entreprise verticalement intégrée et le gestionnaire de réseau de transport.

Art. 15. Relations avec les tiers. La Société sera engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par (i) les signatures conjointes de deux administrateurs de la Société, ou (ii) les signatures conjointes de mandataires ou la signature unique du mandataire auquel le pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration, mais uniquement dans les limites d'un tel pouvoir.

Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera également légitimement représentée par l'administrateur délégué ou le directeur général, selon le cas, agissant individuellement, auquel cette gestion sera déléguée conformément à l'article 13.1.

C. Assemblée générale des actionnaires

Art. 16. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Elle sera investie des pouvoirs les plus étendus pour réaliser ou ratifier les actes qui intéressent la Société.

Art. 17. Convocation aux assemblées générales des actionnaires.

17.1. Les convocations aux assemblées générales des actionnaires seront effectuées conformément aux dispositions légales. Les assemblées générales annuelles et extraordinaires des actionnaires seront toutes deux convoquées sur notification du conseil d'administration.

17.2. La convocation sera effectuée par courrier recommandé envoyé aux actionnaires et à l'agent de conformité dix (10) jours calendaires avant l'assemblée. Un ou plusieurs actionnaires pourront demander l'ajout d'un ou de plusieurs points à l'ordre du jour d'une assemblée générale des actionnaires. Cette demande devra être envoyée au siège social de la Société par courrier recommandé au moins cinq (5) jours calendaires avant la date prévue pour l'assemblée.

17.3. Les avis de convocation à chaque assemblée générale annuelle des actionnaires devront obligatoirement inclure dans l'ordre du jour: la discussion du rapport annuel et du rapport des réviseurs, la discussion et l'adoption des comptes annuels, la décharge de responsabilité aux administrateurs et aux réviseurs, et la réélection ou le remplacement des administrateurs et des réviseurs.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires pourra être tenue sans convocation préalable aux actionnaires.

17.4. L'assemblée générale des actionnaires ne pourra valablement délibérer que sur les points à l'ordre du jour, sauf si les actionnaires en décident autrement à l'unanimité.

17.5. Tout actionnaire sera en droit de voter en personne ou par l'intermédiaire d'un mandataire, qu'il soit actionnaire ou non. Le conseil d'administration pourra déterminer la forme des mandats requis et exiger que les mandats soient déposés au lieu et dans les délais qu'il déterminera. Tout représentant sera tenu de se conformer aux critères d'indépendance prévus à l'article 10.4.

17.6. Avant d'être admis à l'assemblée générale des actionnaires, les actionnaires ou leurs mandataires devront signer une liste de présence, indiquant l'identité des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils détiennent.

17.7. Chaque action donnera droit à une voix.

17.8. L'assemblée générale des actionnaires sera présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un autre administrateur désigné par ses collègues à cet effet.

17.9. Sauf dans les cas prévus par la loi et dans les articles suivants, les décisions seront prises à la majorité des personnes participant au vote. L'assemblée générale des actionnaires délibérera valablement uniquement si plus de cinquante pourcent (50 %) du capital est présent ou représenté.

17.10. Une assemblée générale des actionnaires pourra modifier les dispositions des statuts avec au moins les deux tiers des voix valablement exprimées lors d'une assemblée où plus de cinquante (50) pour cent du capital est présent ou représenté.

17.11. La nationalité de la Société pourra changer et les engagements de ses actionnaires ne pourront être augmentés que sous réserve de l'approbation unanime des actionnaires.

Art. 18. Assemblée générale annuelle des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social ou en tout autre lieu précisé dans les convocations, le troisième jeudi d'avril à 14.00 heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

D. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Surveillance

Art. 19. Dividendes - Acomptes sur dividendes - Prime d'émission.

19.1. L'assemblée générale des actionnaires décidera de l'affectation et de la répartition des bénéfices nets.

19.2. La prime d'émission, le cas échéant, pourra être librement distribuée aux actionnaires sur décision des actionnaires, sous réserve des dispositions légales concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

Art. 20. Exercice social. L'exercice de la Société commence le premier (1^{er}) janvier de chaque année et se termine le trente-et-un (31) décembre de la même année.

Art. 21. Surveillance. La Société sera contrôlée par un réviseur d'entreprises agréé indépendant qui sera choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises indépendants.

Art. 22. Dissolution - Liquidation. En cas de dissolution de la Société, pour quelque raison et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et leurs éventuels émoluments ainsi que le mode de liquidation, conformément aux dispositions légales.

Après règlement de toutes les dettes et charges ainsi que des frais de liquidation ou de consignation effectués pour ces règlements, l'actif net sera distribué, en espèces ou en actions, entre toutes les actions.

Si les actions n'ont pas été toutes libérées à parts égales, les liquidateurs, avant de procéder à la distribution visée à l'alinéa précédent, devront en tenir compte et placer toutes les actions sur un pied d'égalité, soit en procédant à un appel de fonds supplémentaire pour les actions insuffisamment libérées, soit par des remboursements anticipés, en espèces ou en actions, au bénéfice des actions libérées dans une plus grande proportion.

E. Dispositions générales

Art. 23. Droit applicable. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sera applicable dans la mesure où les présents statuts ne prévoient pas le contraire.

Les présents statuts sont rédigés en anglais, suivis d'une version française.

En cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparantes préqualifiés, telles que représentées, déclarent souscrire les actions comme suit:

1) CREOS Luxembourg S.A., prénommée,	
cent cinquante-cinq actions	155
2) Fluxys Belgium NV/S.A., prénommée,	
cent cinquante-cinq actions	155
TOTAL: trois cent dix actions	310

Toutes les actions sont entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Assemblée générale extraordinaire

Ici et à l'instant les comparantes, préqualifiées, telles que représentées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à cinq (5) et celui des réviseurs à un (1).

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Huberte BETTONVILLE, Director Commercial Regulated, née à Tongeren (Belgique) le 4 septembre 1967, demeurant à B-3090 Overijse, 1, Katjeslaan.

- Carlo van EYSENDYCK, Director Construction, Engineering & Gas Flow, né à Mortsel (Belgique) le 10 septembre 1958, demeurant à B-2160 Wommelgem, 59, Oude Baan.

- Karl BEELEN, Gas Flow Manager, né à Etterbeek (Belgique) le 10 septembre 1970, demeurant à B-1560 Hoeilaart, 99A, Waversesteenweg.

- Carlo BARTOCCI, Head of Dispatching Department, né à Esch-sur-Alzette, le 6 juillet 1964, résidant professionnellement à L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison.

- Marc MEYER, Head of Grid Strategy and Asset Manager, né à Esch-sur-Alzette, le 4 octobre 1966, résidant professionnellement à L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison.

3) Est appelé aux fonctions de réviseur d'entreprises:

PriceWaterhouseCoopers, ayant son siège social à L-1014 Luxembourg, 2, rue Gerhard Mercator, R.C.S. Luxembourg B 65.477.

4) Les mandats des administrateurs et du réviseur prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui aura lieu en 2016.

5) Le siège social est fixé à L-1248 Luxembourg, 59-61 rue de Bouillon.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande des mandataires des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des mêmes mandataires, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des comparantes, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. MEYER, H.BETTONVILLE, et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C 1, le 13 mai 2015. 1LAC / 2015 / 14871. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): P.MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015074371/689.

(150085391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Maurer Einrichtungen S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 168, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 114.560.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015076168/11.

(150086907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Lintgen S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-3593 Dudelange, 73, route de Volmerange.

R.C.S. Luxembourg E 4.658.

DISSOLUTION

Il résulte d'une décision du 16 février 2015 que les associés ont procédé à la dissolution de la société civile immobilière S.C.I. LINTGEN, avec siège social à L-3593 Dudelange, 73, route de Volmerange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Référence de publication: 2015076145/12.

(150087002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.
